

ARRÊTÉ No. 06 - 39
ARRÊTÉ DE LOTISSEMENT

Le Conseil du Village de Neguac, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 42 de la *Loi sur l'urbanisme*, édicte comme suit :

1. PORTÉE

1.1 Cet arrêté réglemente le lotissement de terrains à l'intérieur de la municipalité de Neguac.

2. DÉFINITIONS

2.1 Dans cet arrêté, le mot « doit » signifie obligatoire et non permissif. Les mots utilisés au temps présent comprennent le futur; les mots au singulier comprennent le pluriel et les mots au pluriel comprennent le singulier. Le mot « utilisé » comprend « dans l'intention d'être utilisé », « disposé » et « conçu ». Tous les mots ont leur signification habituelle à l'exception des mots définis ci-après :

- a) **Village** correspond au Village de Neguac, comprenant le personnel désigné.
- b) **Commission d'urbanisme** correspond à la Commission du district d'urbanisme de Miramichi.
- c) **Conseil** correspond au Conseil du Village de Neguac.
- d) **Agent d'aménagement** correspond à l'agent d'aménagement nommé en vertu de l'article 7 (3) de la *Loi sur l'urbanisme*.
- e) **Terrain d'utilité publique** correspond à un terrain autre que des rues pour des fins récréatives ou autre ou pour la jouissance par le public en général.
- f) **Lot** correspond à une parcelle de terrain adéquate pour un bâtiment, structure ou dépendance à cet égard.

BY-LAW NO. 06 - 39
SUBDIVISION BY-LAW

The Council of the Village of Neguac, under authority vested in it by Section 42 of the *Community Planning Act*, enacts as follows:

1. SCOPE

1.1 This By-Law provides for regulation of the subdividing of land in the Municipality of Neguac.

2. DEFINITIONS

2.1 In this By-law the word "shall" is mandatory and not permissive. Words used in the present tense shall include the future; words used in the singular number shall include the plural and words used in the plural number shall include the singular. The word "used" shall include "intended to be used", "arranged" and "designed". All other words shall carry their customary meaning except for those defined hereinafter:

- a) **Village** means the Village of Neguac, including designated staff.
- b) **Planning Commission**, means the Miramichi Planning District Commission.
- c) **Council** means the Council of the Village of Neguac.
- d) **Development Officer** means the Development Officer appointed under Section 7 (3) of the *Community Planning Act*,
- e) **Land For Public Purposes** means land other than streets, for the recreational or other use or enjoyment of the general public,
- f) **Lot** means a parcel of land appropriated for a use intended to be used as the site for a building or structure or an appurtenance thereto,

- g) **Propriétaire** correspond au propriétaire enregistré d'un terrain.
- h) **Rue ou route** correspond à une emprise complète de toute autoroute, route ou réserve routière conférée au gouvernement du Canada, à la province du Nouveau-Brunswick ou au Village de Neguac.
- i) **Lotir** correspond à la division d'une parcelle de terrain en deux parcelles ou plus.

3. PLAN PRÉLIMINAIRE

- 3.1 Une personne demandant l'approbation d'un plan préliminaire doit soumettre une application écrite ainsi que six copies du plan préliminaire à l'agent d'aménagement.
- 3.2 Le plan préliminaire doit, à la satisfaction de l'agent d'aménagement :
 - a) porter l'inscription « Plan préliminaire »;
 - b) indiquer le nom proposé du lotissement proposé;
 - c) indiquer les limites de la partie du plan destinée à être approuvée par un trait noir plus épais que les autres traits du schéma du plan;
 - d) indiquer l'emplacement, la largeur et le nom des rues existantes bordant le lotissement proposé ainsi que l'emplacement, la largeur et le nom des rues proposées à cet égard;
 - e) indiquer les dimensions approximatives et la disposition des lots et des îlots proposés, incluant le reste de la parcelle, le terrain d'utilité publique et les autres parcelles de terrain, de même que les utilisations qui en sont prévues;
 - f) indiquer la nature, l'emplacement et les dimensions de toute clause restrictive existante, servitude ou droit de passage touchant le terrain proposé pour lotissement, ainsi que toute servitude prévue devant être accordée à l'intérieur du lotissement proposé;

- g) **Owner** means the registered owner of the land.
- h) **Street or Road** means the whole and entire right-of-way of every highway, road, or road allowance vested in the Government of Canada, Province of New Brunswick or the Village of Neguac.
- i) **Subdivide** means to divide a parcel of land into two or more parcels.

3. TENTATIVE PLAN

- 3.1 A person seeking approval of a tentative plan shall submit to the Development Officer a written application and six copies of a Tentative Plan.
- 3.2 The Tentative Plan shall, to the satisfaction of the Development Officer:
 - a) be marked "Tentative Plan"
 - b) show the proposed name of the proposed subdivision;
 - c) show the boundaries of that part of the plan sought to be approved marked by a black line of greater weight than all other lines on the diagram of the plan;
 - d) show the locations, widths and names of existing street on which the proposed subdivision abuts, and the location, widths and proposed names of the streets therein;
 - e) show the approximated dimensions and layouts of the proposed lots, blocks, including the remainder parcel, land for public purposes and other parcels of land, and the purposes for which they are to be used;
 - f) show the nature, location and dimensions of any existing restrictive covenant, easement or right-of-way affecting the land proposed to be subdivided, and of any easement intended to be granted within the proposed subdivision;

| | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> g) indiquer les caractéristiques naturelles et artificielles tel que bâtiments, chemins de fer, autoroutes, cours d'eau, tranchées de drainage, marais et régions boisées à l'intérieur ou jouxtant le terrain proposé au lotissement; h) lorsque cela s'applique, indiquer la disponibilité et la nature des sources d'eau potable; i) indiquer la nature et la porosité du sol; j) indiquer les contours ou élévations nécessaires afin de déterminer la pente des rues ainsi que le drainage du terrain; k) indiquer les services municipaux disponibles ou devant être disponibles pour le terrain proposé au lotissement; l) indiquer où il est nécessaire de situer le lotissement proposé relativement aux rues existantes et aux reliefs naturels dominants; m) lorsque cela s'applique, indiquer les plans d'aménagement paysager et la plantation d'arbres; n) lorsque cela s'applique, indiquer l'emplacement proposé de tout bâtiment; o) indiquer tout autre renseignement exigé par l'agent d'aménagement afin d'assurer la conformité au présent arrêté de lotissement de même qu'aux politiques du Conseil; et p) être à une échelle approuvée par l'agent d'aménagement. | <ul style="list-style-type: none"> g) show natural and artificial features such as building, railways, highways, water courses, drainage ditches, swamps and wooded areas within or adjacent to the land proposed to be subdivided; h) where applicable show the availability and nature of domestic water supplies; i) show the nature and porosity of the soil; j) show such contours or elevations as may be necessary to determine the grade of the streets and the drainage of the land; k) show the municipal services available or to be available to the land proposed to be subdivided; l) show where necessary to locate the proposed subdivision in relation to existing streets and prominent natural features; m) where applicable show plans for landscaping and tree planting; n) where applicable show the proposed location of every building; o) show any further information required by the Development Officer to assure compliance with this Subdivision By-law and policies of Council; and p) be to a scale approved by the Development Officer. |
| <p>3.3 Sur réception d'une application de plan préliminaire remplie, l'agent d'aménagement peut, tel que prévu à l'article 44(1) b) de la <i>Loi sur l'urbanisme</i> du Nouveau-Brunswick, exempter une personne de l'obligation de lui remettre un plan préliminaire, mais il doit alors donner des instructions à cette personne sur la manière de lotir le terrain.</p> | <p>3.3 Upon receipt of a completed application for Tentative Plan approval, the Development Officer may, as provided for in Section 44(1)(b) of the <i>Community Planning Act</i> of New Brunswick, exempt the request from tentative approval and shall instruct the owner as to the manner of subdividing the land.</p> |
| <p>4. PLANS DE LOTISSEMENT</p> | <p>4. SUBDIVISION PLANS</p> |
| <p>4.1 Des plans de lotissement peuvent être soumis à l'agent d'aménagement pour approbation une fois qu'un plan préliminaire ait été</p> | <p>4.1 Subdivision Plans may be submitted to the Development Officer for approval after the Tentative Plan has been approved or the</p> |

| | |
|---|---|
| <p>approuvé ou que le propriétaire ait été exempté par l'agent d'aménagement.</p> | <p>owner has been exempted by the Development Officer.</p> |
| <p>4.2 Les plans de lotissement doivent être conformes aux exigences décrites à l'article 52 de la <i>Loi sur l'urbanisme</i>, 1973 ainsi que les amendements à cet égard.</p> | <p>4.2 Subdivision Plans shall conform to the requirements set out in Section 52 of the <i>Community Planning Act</i>, 1973 and amendments thereto.</p> |
| <p>5. CATÉGORIES</p> | <p>5. CLASSES</p> |
| <p>5.1 Trois grandes catégories de lotissement sont prévues par cet arrêté et sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Catégorie 1 – les lots créés peuvent être desservis par une rue existante et l'infrastructure d'égout municipal existante, et l'aménagement n'exige pas d'altération physique importante du terrain. b) Catégorie 2 – les lots créés exigent la construction de nouvelle(s) rue(s), l'installation d'infrastructure d'égout municipal et/ou l'altération importante du relief du terrain. c) Catégorie 3 – les lots créés exigent l'approvisionnement en eau sur le site et/ou l'évacuation des eaux usées. | <p>5.1 Three major classes of subdivisions are provided for in this By-law and are defined as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Class 1 - lots to be created can be serviced by an existing street and existing municipal sewer infrastructure, and development does not require major physical land alteration. b) Class 2 - lots to be created require construction of new street(s), installation of municipal sewer infrastructure and/or major physical land alteration. c) Class 3 - lots to be created require the provision of on-site water supply and/or sewage disposal. |
| <p>6. DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> | <p>6. GENERAL PROVISIONS</p> |
| <p>6.1 Lorsque l'accès à un lotissement se fera par une rue ou autre accès existant appartenant à quiconque, la personne demandant l'approbation du plan pour ce lotissement doit prévoir d'amener l'accès existant à la même norme qu'il est exigé des rues à l'intérieur du lotissement proposé ou d'en défrayer le coût à la satisfaction du Village.</p> | <p>6.1 Where entry will be gained to a subdivision by means of an existing street or other access, by whomever owned, the person seeking approval of the plan of such subdivision shall make provision to bring the existing access to the same standard as is required for streets within the proposed subdivision or contribute to the cost to the satisfaction of the Village.</p> |
| <p>6.2 Des bandes réservées adjacentes à une rue d'un lotissement sont défendues, sauf lorsque ces bandes sont conférées à la municipalité.</p> | <p>6.2 Reserve strips abutting a street in a subdivision are prohibited, except where such strips are vested in the municipality.</p> |
| <p>6.3 Un plan de lotissement doit permettre un accès adéquat au lotissement proposé et les lots en faisant partie.</p> | <p>6.3 A subdivision plan shall provide convenient access to the proposed subdivision and lots within it.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>6.4 L'agent d'aménagement ne doit pas approuver un plan de lotissement si, à son avis et de l'avis de la Commission d'aménagement :</p> <p>a) le terrain ne convient pas à l'utilisation pour laquelle il est prévu ou ne pourrait raisonnablement servir à cette fin à l'intérieur d'un laps de temps raisonnable suivant l'approbation du plan de lotissement, ou</p> <p>b) la manière de lotir proposée compromettra la possibilité de lotir davantage le terrain ou le lotissement pratique du terrain voisin.</p> | <p>6.4 The Development Officer shall not approve a subdivision plan if, in his opinion and in the opinion of the Planning Commission:</p> <p>a) the land is not suited to the purpose for which it is intended or may not reasonably be expected to be used for that purpose within a reasonable time after the subdivision plan is approved, or</p> <p>b) the proposed manner of subdividing will prejudice the possibility of further subdividing the land or the convenient subdividing of adjoining land.</p> |
| <p>6.5 Les noms des rues d'un lotissement est assujetti à l'approbation du Conseil.</p> | <p>6.5 Names of streets in a subdivision are subject to the approval of the Council.</p> |
| <p>6.6 L'agent d'aménagement peut approuver des lotissements comprenant des structures en vente en conformité avec la <i>Loi sur les condominiums</i>, le Chapitre 16 des Lois du Nouveau-Brunswick, 1973.</p> | <p>6.6 The Development Officer may approve subdivisions containing structures for sale with <i>Condominium Property Act</i> being Chapter 16 of the Statutes of New Brunswick, 1973.</p> |
| <p>6.7 L'agent d'aménagement ou une personne autorisée par le Village a le droit d'entrer en tout temps raisonnable dans toute propriété à l'intérieur du Village de Neguac avec l'intention de procéder à toute inspection nécessaire à l'administration ou l'exécution de cet arrêté.</p> | <p>6.7 The Development Officer or a person authorized by the Village has the right to enter at all reasonable times upon any property within the Village of Neguac for the purpose of making any inspection that is necessary for the administration or enforcement of this By-Law.</p> |
| <p>6.8 Quiconque enfreint une disposition de cet arrêté est coupable d'une infraction et est passible d'une amende sur déclaration sommaire de culpabilité.</p> | <p>6.8 Any person who violates a provision of the By-Law is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine.</p> |
| <p>7. LOTS, ÎLOTS ET AUTRES PARCELLES</p> | <p>7. LOTS, BLOCKS AND OTHER PARCELS</p> |
| <p>7.1 Tout, îlot et autre parcelle de terrain d'un lotissement doit :</p> <p>a) border ou avoir accès à une rue publique; ou</p> <p>b) permettre un accès autre qu'une rue publique tel que peut approuver la Commission d'aménagement comme recommandable pour l'aménagement du</p> | <p>7.1 Every lot, block and other parcel of land in a subdivision shall:</p> <p>a) abut and have access to a public street; or</p> <p>b) provide such access other than a public street as may be approved by the Planning Commission as being advisable for the development of land.</p> |

| | |
|---|--|
| terrain. | |
| 7.2 Les dimensions et la superficie d'un lot d'un lotissement sont assujetties aux exigences de grandeur et de dimension minimales des dispositions de zonage du Village de Neguac contenues dans la plus récente version adoptée de l'Arrêté du Plan rural. | 7.2 The dimensions and area of a lot in a subdivision are subject to the minimum size and dimension requirements of the Village of Neguac Zoning Provisions contained in the latest adopted version on the Rural Plan By-law |
| 8. RUES | 8. STREETS |
| 8.1 Les impasses et les cul-de-sac doivent avoir une longueur maximale de 200 mètres et le tracé d'accès à la rue doit se terminer par une aire comportant un rayon de virage minimal de 18 mètres. | 8.1 Courts and cul-de-sacs shall have a maximum length of 200 meters and the entering street line shall terminate with an area having a minimum radius of 18 meters. |
| 8.2 Les îlots de rues de lotissements doivent être longs d'au moins 120 mètres mais pas plus de 305 mètres. | 8.2 Street blocks in subdivisions shall be at least 120 meters and not more than 305 meters long. |
| 8.3 Les rues et les emprises doivent avoir les largeurs minimales suivantes : a) rues locales : 20 mètres b) voies piétonnières : 5 mètres c) accès d'entretien aux terrains publics : 7 mètres d) au sens de l'article 7.1. b), la Commission d'aménagement peut approuver une rue pour usage récréatif, dans ce cas la largeur minimale doit être de 9 mètres | 8.3 Streets and right-of-ways shall have the following minimum widths: a) local streets 20 meters b) pedestrian walks 5 meters c) maintenance access to public lands 7 meters d) as per Section 7.1. b) the Planning Commission may approve a private street that serves a recreational use, in this instance the minimum width should be 9 meters |
| 8.4 Nonobstant le paragraphe 8.3, le Conseil peut permettre de réduire la largeur des emprises où cela permettrait l'accès à une quantité limitée de terrain disponible pour de l'aménagement. | 8.4 Notwithstanding subsection 8.3, Council may permit reduced right-of-ways width where it would provide access to a limited amount of land available for development. |
| 8.5 La pente maximale d'une rue doit être : a) pour toutes les rues huit pour cent (8%) | 8.5 The maximum grade of a street shall be: a) for all streets eight percent (8%) |
| 8.6 Les rues doivent être disposées de manière à arriver au point d'intersection aussi près que possible d'angles droits, et en aucun cas une rue doit-elle arriver au point d'intersection d'une autre rue à un angle | 8.6 Streets shall be laid out so as to intersect as nearly as possible to right angles, and in no case shall one street intersect another at an angle less than 60 degrees. |

inférieur à 60 degrés.

8.7 La construction de rues et de routes publiques doit au moins être conforme au « Guide des normes minimales pour la construction de chemins et de rues de lotissement » émis par le ministère des Transports du Nouveau-Brunswick en janvier 2003. Le promoteur est responsable du coût total de la construction des rues et des services requis à l'intérieur du lotissement.

9. TERRAIN D'UTILITÉ PUBLIQUE

9.1 Assujetti à cet article, comme condition d'approbation d'un plan de lotissement qui créera deux lots ou plus, un terrain équivalent à 10 pour cent (10%) de la superficie du lotissement proposé, excluant les rues prévues comme propriété publique, à un emplacement recommandé par la Commission d'aménagement ou autrement approuvé par le Conseil, doit être réservé pour utilité publique et ainsi indiqué au plan.

9.2 Le Conseil peut exiger, au lieu de terrain réservé en vertu du paragraphe (1), qu'une somme d'argent soit versée à la municipalité au montant de 8 pour cent (8%) de la valeur marchande du terrain du lotissement proposé, excluant les rues prévues comme propriété publique. Afin de déterminer la valeur marchande du terrain, la personne proposant le lotissement doit embaucher un évaluateur foncier indépendant afin de fournir une évaluation du marché de la propriété en question.

9.3 Lorsque, comme condition d'approbation d'un plan de lotissement, un terrain a été réservé en vertu du paragraphe (1) ou que les dispositions du paragraphe (2) ont été satisfaites, aucune autre réserve de terrain d'utilité publique ou de paiement de sommes supplémentaires ne seront exigés comme condition d'approbation pour

8.7 The construction of public street/roads shall at least comply with "A Guide to the Minimum Standards for the Construction of Subdivision Roads and Streets" issued by the New Brunswick Department of Transportation, January 2003. The developer is responsible for the entire cost of construction of streets and required services within the subdivision.

9. LAND FOR PUBLIC PURPOSES

9.1 Subject to this section, as a condition of approval of a subdivision plan which will create two or more lots, land in the amount of 10 per cent (10%) of the area of the proposed subdivision exclusive of streets intended for public ownership, at such location as may be recommended by the Planning Commission or otherwise approved by Council, is to be set aside as land for public purposes and so indicated on the plan.

9.2 Council may require, in lieu of land set aside under Subsection (1), a sum of money be paid to the municipality in the amount of 8 per cent (8%) of the market value of the land in the proposed subdivision at the time of submission for approval of the subdivision plan, exclusive of streets intended to be publicly-owned. In order to determine the market value of the land the person proposing the subdivision shall retain an independent land appraiser to provide a market appraisal of the subject property.

9.3 Where, as a condition of approval of a subdivision plan, land has been set aside under Subsection (1) or the provisions of Subsection (2) have been satisfied, no further setting aside of land for public purposes or payment of additional sums shall be required as a condition of

| | |
|--|--|
| <p>l'aménagement supplémentaire ou autre lotissement du terrain pour lequel le terrain a été réservé ou des argents versés.</p> | <p>approval of any further or other subdividing of the land with respect to which the land has been set aside or sum paid.</p> |
| <p>9.4 Le paragraphe (1) et le paragraphe (2) ne s'appliquent pas à la partie d'un lotissement qui crée une parcelle de terrain uniquement afin :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'être assemblée à d'autres parcelles pour lotissement futur, ou b) d'être ajoutée à un lot existant. | <p>9.4 Subsection (1) and Subsection (2) do not apply to that part of a subdivision plan that creates a parcel of land solely for the purposes of:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) being assembled with other parcels for later subdivision, or b) being added to an existing lot. |
| <p>9.5 Le paragraphe (1) et le paragraphe (2) s'appliquent seulement aux plans de lotissement résultant en la création de lots exigeant la création et la construction de nouvelles rues publiques au sens de l'article 10.</p> | <p>9.5 Subsection (1) and Subsection (2) apply only to those subdivision plans which will result in the creation of lots that require the creation and construction of new public streets as per Section 10.</p> |
| <p>10. INFRASTRUCTURE MUNICIPALE</p> | <p>10. MUNICIPAL INFRASTRUCTURE</p> |
| <p>10.1 Tous les lotissements de catégorie 2 peuvent comporter des égouts sanitaires, des égouts pluviaux, de l'éclairage de rue, des rues, des bordures, du stationnement et des trottoirs à la satisfaction du Village et conçus et construits aux normes de service prescrites par résolution du Conseil.</p> | <p>10.1 All Class 2 subdivisions may be provided with sanitary sewers, storm sewers, street lighting, streets, curbs, parkland and sidewalks to the satisfaction of the Village and designed and built to servicing standards as prescribed by resolution of Council.</p> |
| <p>10.2 Dans un lotissement où des rues et/ou des services sont exigés, le lotisseur doit procurer les facilités requises à ses frais incluant une entente avec la municipalité portant une obligation sur ses héritiers, successeurs et désignés de construire et payer les coûts des installations requises, incluant une somme d'argent déposée ou un crédit documentaire irrévocable ou chèque certifié ou autre garantie d'achèvement avec le Village suffisant pour garantir la réalisation fidèle de ladite entente à la satisfaction du Village. Le Conseil du Village peut conclure une entente alternative de financement avec la personne proposant le lotissement afin de fournir l'infrastructure municipale requise.</p> | <p>10.2 In a subdivision where streets and/or services are required, the sub divider shall provide such facilities as required at his/her expense including the entering into of an agreement with the Municipality which is binding on any heirs, successors and assigns to construct and pay the costs of the required facilities, including a sum of money deposited, or an irrevocable letter of credit or certified check or other performance bond with the Village sufficient to guarantee the faithful performance of the said agreement to the satisfaction of the Village. The Village Council may enter into an alternative funding arrangement with the person proposing the subdivision for the provision of the required municipal infrastructure.</p> |

| | |
|---|---|
| <p>10.3 Dans tout lotissement, les nouvelles rues seront construites aux normes du ministère des Transports ou d'autres normes approuvées par résolution du Conseil.</p> | <p>10.3 In any subdivision, new streets shall be constructed to the Department of Transportation standards or other standards as approved by resolution of Council.</p> |
| <p>10.4 Pour les lotissement de catégorie 2, des plans et profils des services doivent être préparés à la satisfaction du Village et faire partie de l'approbation du plan préliminaire. Des plans de l'ouvrage fini doivent être remis au Village à la complétion des travaux.</p> | <p>10.4 For Class 2 Subdivisions, plans and profiles of services must be prepared to the satisfaction of the Village and included as part of Tentative Plan approval. As-built plans shall be provided to the Village upon completion of the work.</p> |
| <p>10.5 Lorsque cela s'applique, aucun plan de lotissement ne doit être approuvé à moins que le Conseil ne soit satisfait qu'il pourra, dans un avenir assez rapproché, procurer au lotissement des rues, conduits d'égout, éclairage, aires de loisir ou autres installations requises par cet arrêté, ou la personne proposant le lotissement ait fait d'autres arrangements satisfaisants afin de procurer des installations selon les dispositions de l'article 10 de cet arrêté.</p> | <p>10.5 Where applicable no Subdivision Plan shall be approved unless the Council is satisfied that it will be able in the foreseeable future to provide the proposed subdivision with streets, sewer lines, lighting, recreational areas or other facilities required by this by-law, or the person proposing the subdivision has made other satisfactory arrangements for providing such facilities as provided for in Section 10 of this by-law.</p> |
| <p>11. FRAIS</p> | <p>11. FEES</p> |
| <p>11.1 Une personne proposant de lotir un terrain doit payer un frais de 50,00\$ plus un frais supplémentaire de 10,00\$ par parcelle ou lot créé au moment de la soumission à la Commission d'aménagement.</p> | <p>11.1 A person proposing to subdivide land shall pay a fee of \$50.00 plus an additional fee of \$10.00 per parcel/lot created at the time of submission to the Planning Commission.</p> |
| <p>12. ARRÊTÉ ABROGÉ</p> | <p>12. BY-LAW REPEALED</p> |
| <p>12.1 L'Arrêté No. 01 – 35 Arrêté de lotissement de Neguac adopté le 17 décembre 2001 et tous les amendements sont par la présente abrogés.</p> | <p>12.1 By-law No. 01 – 35 Arrêté de lotissement de Neguac adopted December 17, 2001 and all amendment are hereby repealed.</p> |

13. ENTRÉE EN VIGUEUR

13.1 Cet arrêté entrera en vigueur à compter de la date de son adoption.

PREMIÈRE LECTURE (par son titre) :
18 septembre 2006

DEUXIÈME LECTURE (par son titre) :
18 septembre 2006

LECTURE INTÉGRALE :
26 avril 2007

TROISIÈME LECTURE (par son titre) ET
ADOPTION : 26 avril 2007

MAIRE

SECRÉTAIRE

13. ENACTMENT

13.1 This By-Law shall come into effect on the date of the enactment there from.

READ THE FIRST TIME BY TITLE:
September 18th 2006

READ THE SECOND TIME BY TITLE:
September 18th 2006

READ IN ITS ENTIRETY IN COUNCIL:
April 26th 2007

READ THE THIRD TIME BY TITLE AND
ENACTED: April 26th 2007

MAYOR

CLERK

CANADA
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMTÉ DE NORTHUMBERLAND

Je, Denis Bujold, du Village de Neguac, dans le comté de Northumberland et la province du Nouveau-Brunswick, secrétaire municipal, DÉCLARE SOLENNELLEMENT

1. QUE je suis le SECRÉTAIRE DU VILLAGE du Village de Neguac, une corporation municipale, et que j'ai connaissance personnellement des faits déclarés aux présentes.

2. QUE les exigences des articles 42 et 66 de la LOI SUR L'URBANISME de la province du Nouveau-Brunswick ont été observées en relation de l'Arrêté No. 06-39, l'arrêté de Lotissement, adopté par le Conseil municipal du Village de Neguac le 26 avril 2007.

ET je fait cette déclaration solennelle en croyant consciemment qu'elle est vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite sous serment et en vertu de la Loi sur la preuve.

DECLARÉ en ma présence au Village de Neguac, dans le comté de Northumberland et de la province du Nouveau-Brunswick, ce 15^{ième} jour de mai de l'an de grâce 2007

SECRÉTAIRE MUNICIPAL

Commissaire aux serments

CANADA
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK
COUNTY OF NORTHUMBERLAND

I, Denis Bujold, of the Village of Neguac, in the County of Northumberland and Province of New Brunswick, Municipal Clerk, DO SOLEMNLY DECLARE

1. THAT I am the VILLAGE CLERK of the Village of Neguac, a municipal corporation, and have personal knowledge of the facts herein declared.

2. THAT the requirements of sections 42 and 66 of the COMMUNITY PLANNING ACT of the Province of New Brunswick, have been complied with in respect to By-Law No. 06-39, Subdivision By-Law, which was passed by the Municipal Council of the Village of Neguac on April, 26 2007.

AND I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath and by virtue of the Evidence Act.

DECLARED before me at the Village of Neguac in the County of Northumberland and Province of New Brunswick, this 15th day of May , A.D. , 2007)

MUNICIPAL CLERK

Commissioner of Oaths

